



Bulletin de l'ISP sur la privatisation : mai-juin 2018

[Abonnez-vous](#) au bulletin bimensuel, lire en ligne ou [téléchargez une version PDF](#)

Se battre pour les services publics, au nom de l'intérêt général



L'enjeu n'est pas seulement de défendre des entreprises publiques aux services détériorés par les politiques de gestion en vigueur dans le privé, mais de [revendiquer haut et fort la refondation d'un service public de haute qualité, au nom de l'intérêt général](#), explique Rosa Pavanelli, Secrétaire générale de l'ISP.

Un partenaire de PPP qui préfère les marchés publics !

Kenya : [Bechtel, l'entreprise d'ingénierie américaine](#), met en garde le gouvernement kenyan au sujet du **projet de partenariat public-privé pour l'autoroute entre Nairobi et Mombasa** qui « coûterait cinq fois plus cher, s'élevant à 15 milliards USD, et prendrait beaucoup plus de temps à construire » qu'en faisant appel à son propre modèle d'ingénierie, d'approvisionnement et de construction (EPC). « Bechtel affirme que, si le **Kenya optait pour ce projet alternatif, sa marge brute d'autofinancement serait négative** et l'État se retrouverait avec la responsabilité de payer 5,4 milliards USD pendant 25 ans. (...) Peter Mundinia, le Directeur général de l'Autorité nationale des autoroutes du Kenya (KeNHA) a annoncé que le processus de construction suivrait le modèle EPC mais que l'exploitation, la maintenance et le système de péage seraient mis en place dans le cadre d'un PPP ». [Les craintes de Bechtel ont retardé ce projet de grande ampleur](#).

Le concerto des PPP

Il y a des raisons qui expliquent pourquoi [les projets d'infrastructures financés par le secteur privé sont de plus en plus chers](#) – et mettent plus de temps à aboutir que ce prévoient les responsables de projet. Une solution est faire intervenir les financements privés seulement une fois que le projet est terminé.

Privatisation : 3P, contrats à impact social, modes alternatifs de prestation de services... quoi ?!

Le **Syndicat canadien de la fonction publique SCFP/CUPE** a publié [un guide de la privatisation](#). « La privatisation porte de nombreux noms. Ce guide permet de mieux comprendre la terminologie utilisée par les défenseurs de la privatisation, pour montrer de quoi il est vraiment question pour nos services publics. Le guide

dresse également une liste des principaux éléments déclencheurs de la privatisation et des processus auxquels recourent les gouvernements et les employeurs pour préparer le terrain en vue d'une privatisation ».

Afrique et pays arabes

[Au Cameroun, l'eau revient dans le service public.](#) Cependant, **l'Internationale des services publics** « recommande par ailleurs que la direction implique les travailleurs et leur syndicat dans cette reconstruction. **La privatisation a suscité un grand mécontentement, auquel il faut remédier.** L'élément le plus important réside dans la connaissance et l'expertise des travailleurs, qui doivent faire partie intégrante du processus de reconstruction ». Consultez le dossier du PSIRU, intitulé « [Water Renationalisation in Cameroon 2018](#) », réalisé à la demande de l'ISP pour donner une vue d'ensemble de la renationalisation de l'approvisionnement en eau au Cameroun depuis mai 2018. Ce dossier présente l'historique de la privatisation de l'eau au Cameroun, la réaction des travailleurs face à la privatisation, les résultats du secteur public et du secteur privé au niveau de l'amélioration de l'accès à l'eau potable et explique le processus de renationalisation.



Afrique/Asie/Royaume-Uni : le syndicat de l'éducation *National Education Union (NEU)* s'élève contre [Pearson et Bridge, les entreprises qui encouragent la privatisation des écoles, et dénonce l'exploitation des élèves, des parents et des enseignants en Afrique et en Asie.](#) « Bridge s'est fait connaître l'année dernière lorsqu'elle a poursuivi en justice le syndicat d'enseignants *Kenyan National Union of Teachers (KNUT)* et son Secrétaire général, **Wilson Sossion, parce qu'ils avaient critiqué l'entreprise. En 2016, la société a formulé de fausses allégations à l'encontre de Curtis Riep, un chercheur canadien qui travaille en Ouganda, ce qui a conduit à son arrestation temporaire. En plus de Pearson, les syndicalistes attirent également l'attention sur le fait que Bridge est soutenu par la Banque mondiale, les gouvernements du Royaume-Uni et des États-Unis, ainsi que par les milliardaires Mark Zuckerberg et Bill Gates. **Aux côtés des syndicalistes africains, le Secrétaire général conjoint du NEU, Kevin Courtney**, a annoncé que ses adhérents soutenaient le droit de tous les enfants à un enseignement gratuit de haute qualité ».**

Afrique du Sud : La ville de Johannesburg [procède actuellement à l'internalisation de 1400 employés municipaux contractuels initialement embauchés dans le cadre du programme municipal Jozi@Work](#). « Cette mesure fait suite à la réunion enrichissante organisée par la municipalité pour discuter avec les syndicats des personnels municipaux **South African Municipal Workers Unions (Samwu)** et **Independent Municipal and Allied Trade Union (Imatu)**, ainsi qu'avec l'entreprise municipale de gestion des déchets, Pikitup. Il a été décidé que les employés du programme Jozi@Work seraient embauchés directement par la municipalité. Mashaba [le maire de Johannesburg] a précisé que ces travailleurs bénéficieraient d'un **contrat permanent et que leur rémunération passerait de 2200 ZAR à 6000 ZAR par mois** ».

Afrique du Sud : La confédération syndicale [COSATU dénonce les réductions des dépenses et la privatisation à la compagnie d'électricité Eskom](#). « **La fédération ne va pas autoriser la privatisation d'Eskom et le harcèlement à l'encontre des travailleurs**. Les employés ne doivent pas être obligés de payer les échecs du gouvernement en sacrifiant leurs propres moyens de subsistance. **Nous n'avons vu aucune mesure concrète pour remédier à la faiblesse des dirigeants et à la mauvaise gestion financière d'Eskom**, et l'empressement à supprimer des emplois et à détruire la source de revenus de nombreux travailleurs innocents et de leur famille est une idée bien mal inspirée ».

Afrique du Sud : La coalition de Cape Town contre la crise de l'eau, **Water Crisis Coalition (WCC)**, et la fédération syndicale **SA Federation of Trade Unions (Safu)** se mobilisent pour lutter contre la campagne des autorités municipales « Day Zero », estimant [que l'administration cherche à privatiser l'eau](#). « **Shanel Johannes, organisatrice de la coalition**, déclare que son organisation est 'complètement opposée à la privatisation de l'eau. Lorsque nous avons créé la coalition mi-janvier, nous avons commencé par ouvrir la source de Newlands au public. Nous aimerions ouvrir d'autres sources. Nous savons qu'il y a de l'eau', affirme-t-elle ».

Ghana : Le syndicat des employés du secteur public, **Public Utility Workers Union (PUWU)**, affilié ghanéen de l'ISP, a accusé l'organisme Millennium Development Authority (MiDA) et le gouvernement du Ghana de l'avoir intentionnellement exclu de la Discussion sur l'évaluation lors de la dernière série de négociations lors desquelles le concessionnaire philippin Meralco Consortium a été choisi [pour gérer la compagnie d'électricité Electricity Company of Ghana \(ECG\)](#).

Île Maurice : Le Premier ministre adjoint, Ivan Collendavelloo, a annoncé que [la privatisation de la compagnie d'eau Central Water Authority \(CWA\) serait achevée d'ici à la fin de l'année](#).

Lac Tchad : L'universitaire de renommée internationale **Horace G. Campbell** analyse une conférence internationale tenue à Abuja, Nigeria, au sujet de l'avenir du Lac Tchad. Mais « [la question implicite de la réunion concerne l'influence des grandes compagnies associées à la privatisation de l'eau, comme Veolia, dans les discussions sur l'avenir des ressources en eau en Afrique](#). Les militants du secteur de l'eau à travers le monde dénoncent la priorité systématiquement donnée aux bénéfices du secteur privé, et ce aux dépens de l'environnement et de l'intérêt général. **Ainsi, quand la Commission du Bassin du Lac Tchad promeut le principe des partenariats public-privé pour sauver le Lac Tchad, on se demande si les universitaires de N'djamena ont suivi les polémiques autour des compagnies d'eau françaises à travers le monde** ».

Liberia : Le parlementaire J. Fonati Koffa [qualifie de « honteuse » l'infrastructure de Bridge Partnership Schools for Liberia à Sasstown](#). « Bridge PSL gère actuellement des écoles dans huit districts des comtés de Maryland et de Grand Kru. (...) Bridge a été pointée du doigt en mars dernier lorsque **88 organisations de la société civile ont exhorté les investisseurs à cesser de soutenir la chaîne multinationale à but lucratif d'écoles privées Bridge International Academies (BIA)**, à la tête de plus de 500 écoles au Kenya, au Liberia, au Nigeria, en Ouganda et en Inde. Ces organisations attirent l'attention des investisseurs sur une série de pratiques

préoccupantes de BIA, avec les risques que cela comporte en termes juridiques, et aussi pour la réputation des investisseurs ».

Moyen-Orient/Afrique du Nord : Les entreprises mondiales de comptabilité et de conseil [comptent sur une augmentation de la privatisation pour stimuler le marché des offres publiques initiales](#) (OPI), dont elles obtiennent souvent des commissions. « La hausse de la valeur des transactions par rapport à l'année dernière met en évidence les bons résultats du marché des OPI », explique Mayur Pau, responsable des OPI pour les services financiers de la région MENA au sein de l'entreprise EY (anciennement Ernst & Young). « L'impulsion la plus importante du marché régional des OPI viendra probablement de **la tendance à la privatisation dans l'ensemble de la région, ce qui générera la cotation en bourse des entreprises gouvernementales ou quasi-gouvernementales** ».

Nigeria : [Des organisations syndicales et de la société civile étaient rassemblées à l'occasion d'une conférence de deux jours à Lagos sur les 'partenariats public-privé et les solutions du secteur public' organisée par l'Internationale des services publics.](#) « Josiah Biobelemoye, le Président national du syndicat des personnels médicaux et de santé *Medical and Health Workers Union of Nigeria*, rappelle que les partisans des PPP dans le secteur de la santé du Nigeria ont promis que la mise en œuvre des PPP améliorerait la qualité et l'équité. (...) 'Le problème principal, c'est l'erreur de diagnostic au sujet de la véritable difficulté. Au lieu d'éviter la corruption et se s'occuper des questions fondamentales qui amélioreront le secteur de la santé, le gouvernement et les directeurs de nos services de santé ont diagnostiqué un manque de fonds, ce qui les porte à considérer que **le principal échec du système est dû à des financements insuffisants, et à présenter les PPP comme le meilleur remède** ».

Nigeria : **Environmental Rights Action/Friends of the Earth Nigeria (ERA/FoEN)**, l'ONG nigériane de défense des droits humains liés à l'environnement, salue le Ministre des Ressources de l'eau qui déclare l'état d'urgence dans le secteur de l'eau, mais [ne pense pas que la privatisation soit la solution](#). D'après le Directeur exécutif adjoint ERA/FoEN, **Akinbode Oluwafemi**, « les pays qui ont fait l'expérience de la privatisation de l'eau dans le cadre de partenariats public-privé ou d'autres formes, **commencent à reprendre en main leur eau. C'est ce qui s'est produit à Buenos Aires et à Paris, et à travers l'Afrique, de la Tanzanie au Cameroun en passant par le Ghana et, plus récemment, le Gabon. C'est un tsunami de remunicipalisation.** C'est pourquoi il est plutôt inquiétant de constater que le Nigeria n'ait pas tiré d'enseignements des échecs des entreprises d'eau privées ». Oluwafemi insiste sur le fait que « la pression exercée sur le gouvernement nigérian pour qu'il finance le secteur de l'eau émane des **institutions financières internationales, qui avancent sans cesse de faux arguments en faveur des prétendues solutions qui ne feront que rapporter davantage de bénéfices aux multinationales, au détriment de l'ensemble de la population,** à laquelle il restera le choix de payer l'eau à un prix exorbitant, ou de se faire couper l'eau faute d'avoir eu les moyens de la payer ».

Nigeria : La section de Lagos du syndicat des employés du public *Amalgamated Union of Public Corporations, Civil Service Technical and Recreational Services Employees (AUPCTRE)* a de nouveau [rejeté les tentatives des autorités de privatiser l'eau dans cet État](#). Selon le **Secrétaire général de l'AUPCTRE, Abiodun Bakare**, « les responsables du gouvernement ont déclaré à d'autres moments que le gouvernement ne pouvait plus gérer l'entreprise publique, d'où son intérêt pour la privatisation. Notre syndicat considère qu'avec cette déclaration, la direction de la compagnie publique d'eau Lagos State Water Corporation s'accuse elle-même.

Nigeria : [La Banque mondiale reproche au gouvernement de manquer de rigueur pour exécuter le contrat](#) concernant le **programme de privatisation de l'énergie**, qui a selon elle été bâclé. « La mauvaise viabilité financière des onze entreprises de distribution d'électricité explique les faibles sommes versées à l'entreprise publique NBET (en moyenne 29% en 2016), ce qui a entraîné des paiements tardifs et incomplets à Gencos qui a, à son tour, accumulé des arriérés en direction des fournisseurs de gaz. (...) Les problèmes financiers et

d'exploitation de ce secteur ont été aggravés par **un manque de gouvernance et une exécution inadéquate des contrats**. Le rapport de la Banque mondiale indique que ces facteurs 'ont **exacerbé les faiblesses de la privatisation et, par conséquent, les nouveaux propriétaires sans expérience significative de la gestion des services d'électricité ont acquis des actions dans les entreprises de distribution avec un puissant effet de levier**' ».

Nigeria : Le syndicat d'infirmières et sages-femmes *National Association of Nigerian Nurses and Midwives (NANNM)* a prié le gouvernement fédéral de [déclarer l'état d'urgence dans le secteur de la santé](#). « **M. Wale Olatunde, Président du secteur des établissements de santé publique du NANNM**, a lancé cet appel pendant l'atelier annuel sur le travail, à Abuja, qui avait pour thème '**Règlement harmonieux des différends au travail : Une panacée pour des relations de travail saines**'. Olatunde affirme que cette mesure permettra d'éliminer l'inefficacité et la corruption dans ce secteur et qu'il est nécessaire de libérer les médecins de l'administration du système de santé car, selon lui, **ils portent préjudice aux institutions publiques de santé en 'favorisant la privatisation'**. Il exhorte le gouvernement fédéral à procéder de toute urgence à l'application totale de l'accord qu'il a conclu avec le syndicat de la santé *Joint Health Sector Union (JOHESU)* ».

Ogbonna Chimela, Vice-président national du syndicat de la santé Joint Health Sector Union (JOHESU) et Président du syndicat des professionnels de santé Nigerian Union of Allied Health Professionals (NUAHP), pense que le gouvernement s'est fourvoyé lorsqu'il a introduit l'externalisation dans le secteur de la santé. « À la base, on n'est pas censé perdre du personnel ; ces propriétaires privés qui ont du matériel que les hôpitaux publics n'ont pas vont le fournir, ils vont aussi amener des experts pour former les travailleurs, et le gouvernement va discuter de la manière dont les bénéfices engendrés seront partagés avec les propriétaires privés. (...) [Or, ce que fait le gouvernement à l'heure actuelle n'est autre que de la privatisation et de la commercialisation, ce qui est différent](#). Les prix vont considérablement augmenter, étant donné que le but de cette initiative est désormais la recherche du profit, et non l'intérêt de la population.

Ouganda : Une controverse resurgit [au sujet du contrat, des résultats et des tarifs douaniers prélevés par le distributeur d'électricité Umeme](#) – une entreprise privée cotée en bourse qui s'est vu confier [en mars 2005 une concession de 20 ans pour la distribution de l'électricité](#). Le Président Museveni a fait part de son mécontentement. Ce problème « fait remonter à la surface la question de la **compétence et de la diligence raisonnable de la part des responsables du gouvernement et des institutions chargées d'administrer les biens publics**. Il apparaît par ailleurs qu'il existe des problèmes de compétences techniques et financières, ainsi qu'un manque d'éthique commerciale dans le comportement des **fournisseurs de service, qui cherchent à tricher alors qu'ils réalisent des bénéfices pharamineux** ».

Asie-Pacifique

La Chambre des représentants des Philippines a adopté un projet de loi pour [interdire la privatisation des hôpitaux publics](#). Les tentatives de privatisation de l'établissement public d'orthopédie en 2015 **ont été abandonnées face à l'ampleur des manifestations publiques**. « Ce projet de loi définit la privatisation comme un processus au sein duquel les acteurs non gouvernementaux participent de plus en plus au financement et à la prestation de services de santé, par des **ventes fermes, des partenariats public-privé, l'entrepreneuriat, la sous-traitance de matériel, la coentreprise, les franchises, le contrôle de la gestion, le crédit-bail et les changements d'utilisateurs**. De même, le projet de loi prévoit qu'au moins **90% du nombre total de lits de tous les hôpitaux publics doivent être alloués aux patients pauvres ou indigents**. 'Cela remédiera au manque d'accès aux soins et aux inégalités dans le secteur de la santé engendrés par la privatisation des services publics de

santé', est-il précisé dans le rapport de la Commission concernant cette mesure ». Toute personne tierce qui contreviendrait à cette loi sera définitivement exclue de toute fonction dans le secteur public.

Australie : Le syndicat des services publics *Public Service Association* (PSA) a déposé une réclamation auprès de la Commission des relations de travail (IRC) contre le ministère de la Justice et des Services numériques et technologiques (DTS) [au sujet du recours permanent aux travailleurs intérimaires pour occuper des postes de chefs de service](#). Après avoir entendu les parties, l'IRC a formulé diverses recommandations, notamment : « Les services numériques et technologiques doivent revoir leur organisation actuelle en termes de postes d'encadrement afin de garantir que **ce ne soient pas des travailleurs intérimaires et des consultants qui encadrent des employés de la fonction publique** ». Le PSA déclare qu'il « veillera à ce que le ministère de la Justice respecte ces recommandations. Le PSA invite ses membres à réagir si ces recommandations ne soient pas suivies. Le syndicat participe actuellement à des discussions avec le ministère de la Justice au sujet du **recrutement d'employés du secteur public pour assumer des rôles permanents au lieu de recourir à des travailleurs intérimaires**, dans le cadre de sa campagne plus générale sur l'embauche de main-d'œuvre ».

Australie : Suite à [l'annonce](#) de la nomination par le gouvernement d'une commission dans laquelle les entreprises occupent une place prédominante pour réaliser un examen approfondi des services publics, de nombreuses personnes craignent que le Premier ministre Turnbull ne procède à une nouvelle vague d'externalisation et de réductions. « Cette annonce [fait suite aux réductions massives d'employés de la fonction publique opérées par le gouvernement de coalition](#), et coïncide avec la constatation grandissante d'une explosion des dépenses du gouvernement dans les prestations des sous-traitants et des consultants », écrit le *Canberra Times*. En réaction à cette annonce, [la Secrétaire nationale du syndicat du secteur public CPSU, Nadine Flood, a déclaré](#) : « Un regard lucide et objectif sur la fonction publique australienne est manifestement nécessaire, mais **nous redoutons vraiment que cet examen soit subordonné à l'orthodoxie néolibérale** et aux politiques saugrenues et néfastes que le gouvernement de Turnbull a imposées pour atteindre cette idéologie extrême. Cet examen doit agir comme catalyseur pour réparer **les préjudices actuellement infligés par le gouvernement de Turnbull aux services publics et à leur capacité régulatrice et politique**, et non comme autorisation pour doubler la mise sur ces politiques déficientes. Pour ne citer qu'un exemple, ce gouvernement a suivi la politique farfelue selon laquelle la fonction publique australienne devait compter moins d'employés qu'au moment où John Howard a quitté le poste de Premier ministre, en plafonnant l'effectif moyen, **ce qui entraîne des mesures coûteuses et dommageables d'externalisation et de privatisation** ».

Australie : [L'Agence nationale de l'assurance d'invalidité \(NDIA\) a fait appel à l'entreprise Serco pour gérer ses centres d'appel](#), ce qui a soulevé un tollé au sein de la communauté du handicap. « Le britannique Serco **est devenu un symbole pour les opposants à la privatisation des services publics** et il prend de l'ampleur en Australie en reprenant des centres de détention et, récemment, en remportant le contrat de gestion d'un centre d'appels pour le compte de Centrelink ». **Matthew Bowden, codirecteur de l'organisation *People with Disability Australia*, déclare** : « **Nous n'avons pas de détails sur l'expertise de Serco pour dispenser des services de communication aux personnes atteintes d'un handicap, ni sur les raisons qui ont incité la NDIA à externaliser une partie aussi essentielle de ses services.** La NDIA doit embaucher davantage de personnel et rendre ses modes de communication avec les handicapés plus transparents. Au lieu de cela, elle se décharge de ses responsabilités et de ses obligations de fournir des services aux personnes souffrant de handicap ».

La Secrétaire nationale du syndicat du secteur public *Community and Public Sector Union* (CPSU), Nadine Flood, dénonce [la décision du gouvernement d'embaucher pour Centrelink 1000 employés supplémentaires issus du secteur privé](#), au lieu de rétablir les 5000 emplois du secteur public qu'il a supprimés. « Le gouvernement continue de **brader l'agence petit à petit** », explique Flood « ce qui remplit les poches de ses camarades comme Serco, **alors que cet argent pourrait servir à augmenter les salaires et à garantir l'emploi des travailleurs** ».

des centres d'appel ». Le dirigeant de l'opposition travailliste, **Bill Shorten**, ajoute : « [Nous n'avons pas besoin de privatisation des services humains essentiels, mais de réinvestissement dans les services humains](#) ».

Australie : Le syndicat du secteur public **Community and Public Sector Union** (CPSU) et le syndicat des services de santé **Health and Community Services Union** fait part de sa préoccupation au sujet du projet du gouvernement d'externaliser les services de petite enfance de Tasmanie pour les confier à des organisations non gouvernementales. « **Tom Lynch, de la CPSU**, déclare que [le transfert de la responsabilité au secteur non gouvernemental est effectivement en cours](#), 'au lieu de confier la responsabilité de nos services de sécurité de l'enfance à un ministre de la Couronne, et de rendre des comptes aux citoyens de Tasmanie par le biais du Parlement de Tasmanie'. M. Lynch pense que ce service risque de devenir plus bureaucratique **et de dissuader les gens de faire des signalements au sujet des enfants en danger** ».

Australie : [Les services d'information foncière d'Australie-Occidentale sont sur le point d'être privatisés](#). « La vente de Landgate se profile ; il s'agira d'une composante primordiale du budget, étant donné que l'agence devrait rapporter jusqu'à 2 milliards de dollars de la part des acheteurs potentiels sur le marché libre ».

Australie : Le parti travailliste de l'opposition de Nouvelle-Galles du Sud est hostile à une « tentative du gouvernement de Berejiklian de considérer le projet du métro de Sydney, qui coûte plusieurs milliards de dollars, comme un [cheval de Troie pour faire passer encore plus de privatisations des transports publics et favoriser des projets de développement considérables dans l'ensemble de la ville](#). Le gouvernement a proposé de transformer la ligne ferroviaire actuelle T3 de Bankstown en système de métro sans chauffeur, ce qui entraînera d'importants changements dans les quartiers situés le long de la ligne. D'après **la Ministre des Transports de l'opposition, Jodi McKay**, le projet d'amendement du ministère des Transports (pour le métro de Sydney) est un instrument destiné à autoriser le gouvernement à **offrir de larges bandes de terre le long du couloir du métro aux promoteurs immobiliers**. Avec cette législation, qui a été adoptée aujourd'hui à l'Assemblée législative, le métro de Sydney va devenir une autorité statutaire, ôtant toute responsabilité du projet au ministère des Transports de Nouvelle-Galles du Sud ».

Chine : Préoccupé par la santé financière des banques locales, le gouvernement [a mis un frein aux 'partenariats public-privé'](#). « Cette tendance vise à combler les lacunes exploitées par les autorités locales pour collecter des fonds en passant par des circuits interdits et **dépenser de l'argent dans des projets risqués** qui avaient peu de chances de produire un retour sur investissement suffisant ». Le ministère des Finances [a ordonné la réorganisation des PPP en novembre](#).

Corée du Sud : Le journal *Korea Times* condamne « [l'effondrement de la gouvernance](#) » qui s'est produit sous les différents gouvernements au cours des 12 dernières années. « **Au centre de cette guerre contre le gouvernement se trouve la promotion de la déréglementation** (ce qui signifie, littéralement, la décriminalisation). Suite à cette déréglementation, les responsables du gouvernement ont perdu la capacité de contrôler les organisations à but lucratif. Aujourd'hui, les bénéficiaires des entreprises sont devenus le point central de l'élaboration de politiques ; c'est pourquoi le gouvernement a perdu son aptitude à mettre au point et à appliquer des politiques sur le long terme. **Ce problème s'est aggravé parce que la déréglementation va de pair avec la privatisation et que, en conséquence, les infrastructures sont gérées dans un but lucratif. Cette approche empoisonne les attitudes à l'égard des populations locales, à tous les niveaux** ».

Inde : Lors de sa convention nationale, tenue à New Delhi le 8 juin, le syndicat du secteur de l'électricité *Indian National Coordination Committee of Electricity Employees & Engineers* (NCCOEEE) [a décidé d'appeler à une grève nationale de l'électricité](#) le 7 décembre prochain pour protester contre le projet d'amendement de la loi sur l'électricité de 2014. Ce projet de loi vise à étendre la privatisation à la distribution de l'électricité.

Inde : Le maire adjoint Dr Siddharth Dhende affirme que [le manque d'effectifs a fragilisé les établissements hospitaliers de Pune](#), « ce qui oblige à recourir à la privatisation des hôpitaux et des cliniques gérés par des entités publiques ». Dhende ajoute : « L'entreprise Pune Municipal Corporation (PMC) a créé de bonnes infrastructures de santé, mais plus de 50% de ces infrastructures ne sont pas utilisées parce que le personnel médical n'est pas adapté. Malgré plusieurs plaintes, les responsables de l'administration, essentiellement des commissaires municipaux, ne pourvoient pas les postes vacants et les infrastructures ne sont pas utilisées. C'est ce qui, d'une certaine manière, oblige à privatiser les infrastructures médicales ».

Inde : Le prestigieux journal médical Lancet signale que [les réductions et la privatisation stressent les médecins, le personnel médical et les familles des patients](#). « 'Le rapport du Lancet attire l'attention sur le fait que le financement des services publics de santé a diminué et que la privatisation passive a été encouragée, ce qui génère du stress chez les citoyens et parfois des bagarres', précise le Dr Aleem Siddiqui, membre éminent du syndicat du secteur médical IMA. D'après lui, il est important que le gouvernement commence à dépenser davantage dans les services publics de santé et à réglementer les services privés. Le rapport du Lancet 2017 indique que les frais médicaux exorbitants rendent souvent les conflits inévitables entre la famille des patients et les autorités hospitalières ».

Inde : D'après le Dr Shuchin Bajaj, fondateur et Directeur de Cygnus Hospitals, [l'Inde a besoin de centres de santé primaire bien équipés](#). « Avec la mondialisation et la privatisation, nous constatons qu'un quart de notre population passe à travers les mailles de tous les filets de sécurité, pour sombrer dans la dette et la pauvreté qui en résulte. Près de 50 millions de personnes se retrouvent sous le seuil de pauvreté chaque année à cause des frais de santé. Plus de 250 millions de personnes vivent avec une maladie, ce qui représente 30 milliards USD d'après les estimations, soit environ 5% de notre PIB ».

Inde : Dans l'État du Kerala, les hôpitaux privés [ont refusé de verser aux infirmières la hausse de salaire ordonnée par les autorités](#). « Le gouvernement du Kerala a donné cet ordre pendant une grève des infirmières, explique Hussein Koya Thangal, le Secrétaire général de l'association des hôpitaux privés du Kerala, Kerala Private Hospitals' Association ». Beljo Elias, le Président de district du syndicat d'infirmières United Nurses Association, déclare : « Quelques hôpitaux ont versé le salaire révisé, d'autres ont promis de le faire le mois suivant. [Maintenant, nous nous battons contre la baisse de nos indemnités](#). Au moins, la somme figurant déjà dans la notification devrait être payée aux infirmières ».

Inde : Le Chef du gouvernement du Tamil Nadu, Edappadi K. Palaniswami, déclare que [les hôpitaux public sont aussi performants que les hôpitaux privés](#). « Le Chef du gouvernement adjoint O. Panneerselvam, a souligné dans son discours que le Tamil Nadu était considéré comme le centre de la santé en Inde avant de dresser une liste de tous les efforts réalisés par les autorités de cet État pour améliorer ses infrastructures ».

Indonésie : Le Jakarta Post déclare qu'au lieu de « semer la confusion auprès du public avec des subtilités juridiques et techniques propres à la restructuration des contrats, [Jakarta devrait simplement faire revenir la gestion de l'eau aux mains du secteur public](#). Comme Paris, elle devrait créer un Observatoire de l'eau, un espace qui permet aux citoyens de veiller à ce que la compagnie d'eau rende publiquement compte de ses actions ». Le journal réagissait à une manifestation des habitants de Jakarta à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau qui demandaient que « la gestion de l'eau soit de nouveau confiée au public, dans le cadre de la tendance mondiale dénommée 'remunicipalisation' ».

Japon : [L'exploitation du métro municipal d'Osaka a été confiée au secteur privé](#). « L'ancien maire d'Osaka, Toru Hashimoto, a travaillé sur le projet de privatisation du métro mais n'a pas pu le mener à son terme pendant son mandat. Son successeur, Hirofumi Yoshimura, a achevé le projet après avoir obtenu l'aval de l'Assemblée

municipale d'Osaka suite à sa proposition de **laisser les autorités municipales d'Osaka être propriétaires de toutes les parts de la nouvelle entreprise** ».

Japon : Le gouvernement [a commencé le processus de privatisation de sept aéroports à Hokkaido](#), qu'il compte finaliser avant 2020. « Outre les sept aéroports d'Hokkaido, le gouvernement japonais **envisage de privatiser les aéroports de Fukuoka et de Kumamoto à Kyushu, la plus méridionale des îles principales du Japon, ainsi que l'aéroport d'Hiroshima**, situé à Honshu, la plus grande île du pays ».

Myanmar : [Un projet de partenariat public-privé de grande ampleur est en cours ; il concernera environ 15% de la région de Yangon](#). « D'après les autorités régionales de Yangon, le projet de partenariat public-privé occupera un terrain de 80 km² sur la rive ouest du fleuve Yangon et comportera une centrale électrique, une zone industrielle et des zones résidentielles. (...) Serge Pun, un puissant homme d'affaires à la tête du conglomérat local Serge Pun & Associates a été nommé directeur général de l'entreprise et bénéficie du soutien de quatre autres membres du conseil d'administration, dont l'ancien Ministre des Affaires étrangères de Singapour, George Yeo ».

Nouvelle-Zélande : Ian Powell, le Directeur exécutif du syndicat de spécialistes médicaux *Association of Salaried Medical Specialists (ASMS)* [accueille favorablement la décision politique du gouvernement de ne pas vendre les actifs publics](#). « Ces déclarations positives font suite à la décision responsable du gouvernement de mettre un terme à la volonté de privatiser les hôpitaux publics par le biais de partenariats public-privé pour des projets de réaménagement à Dunedin, Christchurch et Westport », déclare Powell. « Ces décisions **signifient qu'il sera impossible de donner suite à la tentative suspecte et insensée des patrons du conseil de santé de la région de Taranaki de privatiser complètement les laboratoires des hôpitaux publics**. Le travail réalisé par les laboratoires des hôpitaux a une incidence sur environ 70% des prises de décisions d'ordre clinique. L'autorisation expresse du Ministre de la Santé David Clark est nécessaire pour que ces décisions se concrétisent. (...) Les responsables des services de santé de Taranaki doivent comprendre maintenant que cette orientation explicite de la politique du gouvernement en matière d'actifs publics et de privatisation signifie que le **Ministre de la Santé ne peut en aucun cas approuver leur volonté de privatiser les laboratoires**. Nous saluons cet échec de leur ambition court-termiste à haut risque ».

Nouvelle-Zélande : Le New Zealand Herald reproche au gouvernement d'avoir [choisi un modèle de partenariat public-privé \(« un moyen discrédité de financer des projets importants »\)](#) pour construire Penlink, une voie alternative entre la péninsule de Whangaparaoa et l'autoroute d'État 1, à Redvale. « Les PPP sont **immanquablement plus chers et, souvent, ils échouent**. Les gouvernements et les autorités locales les considèrent parfois comme utiles parce que les dettes n'apparaissent pas sur leurs bilans financiers. Ils seront par ailleurs soumis aux exigences de l'Accord de partenariat transpacifique (TPPA) et de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), ce qui autorisera les sociétés internationales à s'imposer pour remporter ces contrats. **Le plus important, c'est qu'ils sont perçus comme une forme de privatisation**. Les craintes et les inquiétudes sont accrues parce que les PPP concernent généralement de grandes infrastructures appartenant au secteur public, et que c'est ce dernier qui risque de **perdre le contrôle des actifs essentiels ou, en fin de compte, la propriété effective des actifs** ».

Amériques

Antigua-et-Barbuda : Après plus de 150 ans et le passage de l'ouragan Irma de catégorie 5 qui a dévasté la majeure partie des infrastructures de l'île, « le président des deux îles, Gaston Browne, [compte mettre un terme aux coutumes traditionnelles de Barbuda et privatiser les propriétés foncières](#) pour attirer les investissements étrangers à visées touristiques ». **Annette Henry, Directrice d'un groupe de médias sociaux de Barbuda,**

estime que « la vente de l'île comme une marchandise signera la fin de notre utopie – ce que nous connaissons comme étant un paradis ».

Argentine : Le **syndicat des chauffeurs routiers STVyARA**, présidé par **César González**, se dit « en état d'alerte et de mobilisation » [contre « le dépouillement et le démantèlement » de l'Autorité nationale des routes \(DNV\)](#) suite aux licenciements générés par la fermeture de ses écoles techniques. Selon **Graciela Alena, Secrétaire adjointe du syndicat**, « tout est aggravé face au licenciement imminent de **200 travailleurs de la DNV, dans le contexte de la privatisation de l'organisation** ».

Argentine : Un conflit a éclaté au sujet [de l'avenir des employés des péages suite à la mise en œuvre d'un programme de participation public-privé](#). Le responsable du **syndicat des employés des péages SUTPA, Sergio Sánchez**, affirme que **Javier Iguacel, le Directeur national des routes**, promeut la privatisation des routes et qu'il donne « tous les avantages aux employeurs, et les dépenses à l'État ».

Argentine : Le Président Macri lance une demande à l'aide d'urgence au FMI, ce qui pourrait [se traduire par la privatisation partielle des retraites](#).

Barbade : La Commission nationale de conservation (NCC) est « empêtrée dans un combat juridique avec le complexe touristique The Crane Beach Resort au sujet de l'accès à la plage, [face à l'indignation des citoyens qui considèrent que l'hôtel cherche à privatiser la plage](#). Les manifestants se sont rendus sur la plage en scandant 'la plage est à moi', une formule empruntée à la célèbre chanson 'Jack', interprétée par **Anthony Gabby Carter, chanteur de calypso reconnu et ambassadeur culturel, qui a accusé le complexe hôtelier de luxe de chasser les vendeurs de plage le mois dernier** ».

Brésil : Le Président Temer a nommé un partisan de la privatisation, Wellington Moreira Franco, au poste de Ministre des Mines et de l'Énergie ; il a été « [le tsar de l'investissement dans les infrastructures de Temer, ayant supervisé des concessions et des privatisations](#) ». Son portefeuille comprend la proposition de privatisation de la compagnie d'électricité Centrais Eletricas Brasileiras SA (Eletrobras). La nomination de Moreira Franco « **coupe court aux querelles entre deux sénateurs et les précédents Ministres de l'Énergie, qui avaient proposé des candidats à ce poste dans le but de faire échouer la privatisation** ».

Brésil : Le [vaste programme de privatisation présenté par l'ancien maire de São Paulo, João Doria, désormais candidat à la présidence du pays, sera mis en place par son successeur, Bruno Covas](#). « Le Secrétaire à la Privatisation et aux partenariats, Wilson Poit, a sur son bureau **61 projets de privatisations, concessions et partenariats public-privé (PPP)** à différents stades ». **Bruno Pereira, associé de Radar PPP, une agence de consultants qui aide le gouvernement à mettre au point son programme de privatisation**, « pense que le partenariat de M. Doria et M. Covas a plus de chances de voir le jour que les projets présentés par leurs prédécesseurs, qui étaient 'très complexes' et présentaient 'de nombreuses difficultés'. Il s'agissait notamment d'un **PPP dans le secteur de la santé** et de la création de 'l'Arc du futur', un grand projet de rénovation urbaine, des propositions soumises respectivement par le gouvernement de Gilberto Kassab et de Fernando Haddad. De surcroît, les experts du secteur privé ne tarissent pas d'éloges à l'égard du personnel technique du Secrétariat de la Privatisation et des partenariats et de l'entreprise **SP Parcerias (liée au Secrétariat et qui apporte son concours au processus)** ».

Brésil : **Jair Bolsonaro**, candidat potentiel de droite aux élections présidentielles d'octobre, pense que « les deux tiers de la liste des 149 entreprises d'État qui existent actuellement [devraient être supprimés et le reste privatisé](#) ». Il considère par ailleurs qu'il est « **réalisable de privatiser le système pénitentiaire à partir d'aujourd'hui, en maintenant les prisons existantes sous le contrôle de l'État** ». Cependant, « les économistes du groupe **Nomura** estiment que le marché [fixe à 25% les chances de voir le vainqueur adopter un programme de réduction](#) ».

[du budget et de privatisation](#), ce qui, d'après les analystes, est indispensable pour restaurer le niveau d'investissement du Brésil ».

Brésil : La **Commission conjointe du Congrès** a voté en faveur de la mesure provisoire 814/2017 (MP-814), qui [autorise la privatisation d'Elektrobras et de six de ses filiales](#). **Le membre du Congrès Henrique Fontana a dénoncé cette mesure**, disant qu'il s'agit d'un « document qui détermine la hausse des factures d'électricité d'environ 5%. Cette mesure **facilite le processus de privatisation et la vente de la propriété publique du Brésil**. Pire encore, elle propose que 20% du Fonds social – une réserve d'argent issue du pétrole et du gaz du bassin présalifère, qui servait jusqu'à présent à **financer l'investissement dans l'éducation et la santé – soient prélevés pour financer le programme de construction d'un gazoduc** ».

Canada : Le Saskatchewan a été la première province canadienne à utiliser les contrats à impact social. Les projets du Saskatchewan montrent [que les contrats à impact social peuvent être structurés pour améliorer les chances de remboursement des investisseurs](#) – en excluant ceux qui auraient davantage besoin d'assistance.

Canada : Les autorités du Nouveau-Brunswick [se retirent des projets de privatisation des services de nettoyage, de restauration et de transport des patients dans les hôpitaux](#). « La province souhaitait **confier la gestion de ces services pour une durée de dix ans à la multinationale française Sodexo**. Les négociations sont actuellement suspendues, comme l'a confirmé le Ministre de la Santé Benoît Bourque dans une interview avec Acadie Nouvelle. 'Le contrat n'est pas encore signé. Nous ne sommes pas partants pour l'instant'. Le Ministre a adopté une position plus souple que son prédécesseur, Victor Boudreau. Ce dernier répète depuis plusieurs mois qu'il ne veut pas battre en retraite et que la réforme sera appliquée, en dépit de l'opposition du réseau de santé **Vitalité et des syndicats hospitaliers** ».

Canada : **Warren (Smokey) Thomas**, le Président du syndicat de la fonction publique **Ontario Public Service Employees Union (OPSEU/SEFPO)**, [pense que la question de la privatisation et du soutien aux services publics devrait être discutée lors des élections de la province](#). **Sarah Campbell, Députée de la région de Kenora Rainy-River**, estime que la privatisation du déneigement est une question importante. « Campbell s'adressait aux participants d'[une réunion publique à la mairie au sujet de la privatisation des services publics et de la maintenance des autoroutes](#), dans le cadre de la campagne **We Own It**. Cette campagne milite pour le **retour de ces services dans le secteur public**. Campbell a évoqué la difficulté que rencontrent les travailleurs qui se retrouvent dans une entreprise privée après avoir travaillé dans le secteur public. 'Ils passent d'un emploi bien rémunéré dans un environnement de travail stable, à un emploi où ils sont d'astreinte tous les jours, tout l'hiver. S'ils ont des projets avec leur famille ou s'ils veulent s'absenter une journée, ils risquent de perdre leur emploi' ».

Canada : L'**Alliance de la fonction publique du Canada (PSAC/AFPC)** et son élément l'**Union canadienne des employés des transports (UCTE/UCET)** [se réjouissent avec circonspection de l'issue de leur campagne contre la privatisation des aéroports](#). « Le gouvernement fédéral a annoncé récemment qu'il tableait le rapport sur la privatisation progressive de tous les aéroports canadiens. 'Nous sommes heureux que le gouvernement fédéral ait décidé de ne pas vendre nos aéroports pour l'instant', déclare **la présidente nationale de l'AFPC, Robyn Benson**. 'Les Canadiennes et Canadiens ne tireront aucun avantage de la privatisation de ces infrastructures. En réalité, ce projet augmenterait les coûts pour les voyageurs et ferait diminuer la qualité du service. Seule une poignée d'investisseurs se ferait un coup d'argent' ».

États-Unis : Le personnel de l'université de Californie a organisé [une grève de trois jours pour protester contre l'austérité et la privatisation et soutenir les employés des services auxiliaires](#). « Un des principaux combats des travailleurs **membres de l'AFSCME** est de faire face à la **menace constante de voir leur emploi externalisé et occupé par des travailleurs non syndiqués embauchés par des entreprises à but lucratif**. Comme l'université privatise de plus en plus d'aspects de son exploitation, les travailleurs embauchés par l'institution

craignent sans cesse que leur emploi ne s'évapore du jour au lendemain et que des travailleurs dépendant d'un autre patron ne les remplacent. **'Chaque jour, nous sommes sur le qui-vive quand nous voyons de nouvelles têtes arriver'**, souligne Maricruz Manzanares, gardienne à l'université de Californie, à Berkeley. 'Tout à coup nous voyons un nouveau groupe de travailleurs, et nous ne savons même pas qui ils sont, jusqu'à ce que nous discussions avec eux et avec le syndicat et que nous nous rendions compte qu'ils sont embauchés par une entreprise privée. **Récemment, l'université a mis au point des techniques douteuses.** Avant, les dirigeants faisaient cela ouvertement, mais aujourd'hui ils trouvent des moyens de procéder dans l'ombre. Quoi qu'il en soit, poursuit-elle, l'université ne se comporte pas comme une institution publique' ». **Kathryn Lybarger, Présidente de la section 3299 de l'AFSCME pour l'université de Californie et de l'AFL-CIO en Californie** a rappelé l'historique de la section syndicale, **les tentatives de privatisation et d'externalisation des services universitaires et le racisme systémique.** [Voir [vidéo, environ 19 minutes](#)]

États-Unis : Parallèlement à [une vague de grèves et de grandes manifestations d'enseignants dans l'ensemble du pays](#) pour protester contre les faibles salaires, les réductions des prestations de retraite, la réaffectation du financement dédié à l'éducation à des établissements scolaires privés sous contrat, entre autres problèmes, **les enseignants défendent aussi les personnels auxiliaires des écoles.** Sous la pression, « le corps législatif de la municipalité d'Oklahoma City a voté pour octroyer aux enseignants une hausse de salaire de 6000 USD par an, soit environ une augmentation de 16%, en fonction de leur expérience. Le Gouverneur de l'Oklahoma, la républicaine Mary Fallin, a signé cette série de textes. **Les enseignants ont dit que ce n'était pas suffisant. Ils demandaient une hausse de 10.000 USD, des financements supplémentaires pour les écoles et des augmentations de salaire pour les personnels auxiliaires, tels que les chauffeurs de bus et les gardiens** ».

États-Unis : Première en son genre, l'analyse réalisée par l'organisme de recherche et de politique [In the Public Interest](#) « révèle que les élèves des écoles publiques de trois circonscriptions scolaires californiennes **supportent les coûts du développement incontrôlé des écoles sous contrat gérées par le secteur privé.** Les écoles sous contrat coûtent chaque année 57,3 millions USD à la circonscription d'Oakland Unified. C'est **1500 USD de financement en moins pour chaque élève qui fréquente une école de cette zone.** En ce qui concerne la circonscription de San Diego Unified, le coût annuel des écoles sous contrat s'élève à 65,9 millions USD et pour celle d'East Side Union, l'impact net des écoles sous contrat représente une perte de 19,3 millions USD par an ». [In the Public Interest](#) souligne le fait que **les écoles sous contrat absorbent actuellement les financements des écoles publiques de quartier de nombreuses autres circonscriptions à travers les États-Unis, ce qui entraîne des coupes dans les services essentiels comme les centres d'information, les bibliothèques et les services d'éducation spécialisée.**

États-Unis/Porto Rico : De nombreux syndicats et associations locales [se réunissent pour lutter contre la privatisation sur l'île](#), et ont formé une nouvelle coalition, dénommée « **le Peuple uni contre la vente et la privatisation des services** ». « Tout est lié aux activités du conseil de contrôle fiscal », **explique Ángel Figueroa Jaramillo, président du syndicat du secteur de l'électricité UTIER.** « Tout figure dans le cadre d'un plan fiscal qui bouleverse tout. Aujourd'hui c'est l'énergie et l'éducation, mais **demain ce sera peut-être les retraites. Les gens cherchent comment canaliser leur frustration et leur indignation. Ils cherchent un espace où se réunir.** Eh bien ici ils peuvent se regrouper, au sein du conseil régional ».

États-Unis/Porto Rico : Le Gouverneur républicain et son Secrétaire de l'éducation [prévoient de fermer près d'un tiers des écoles publiques tout en favorisant les programmes de chèques éducation et les écoles sous contrat.](#) [Les enseignants ripostent](#), par exemple en participant à [une journée de grève, comme le mois dernier.](#) « Les parlementaires et le Gouverneur de l'île ont récemment approuvé une législation autorisant [les écoles sous contrat et les programmes de chèque éducation](#) sur l'ensemble du territoire et, en réponse, un syndicat d'enseignants [a intenté une action en justice](#) dans le but d'empêcher l'île de privatiser davantage son système scolaire ». Le site d'informations en ligne *Truthdig* signale « qu'Edwin Morales, qui préside un syndicat

d'enseignants, a été arrêté après s'être introduit dans le bâtiment du ministère de l'Éducation pour poser des questions sur la décision d'autoriser les écoles sous contrat et les chèques éducation. Il a dit : 'Nous parlons de chèques éducation. Nous parlons d'écoles sous contrat'. Nous parlons de la possibilité de licencier des enseignants, ce qui, pour nous en tant que syndicat, n'aide pas l'île à se redresser ».

États-Unis/Porto Rico : L'ancien Ministre de l'Énergie du Président argentin Carlos Menem, Carlos Manuel Bastos, **qui a supervisé la privatisation de la compagnie d'électricité SEGBA (Servicios Eléctricos del Gran Buenos Aires)**, [conseille les responsables de Porto Rico sur la marche à suivre](#). Il a été invité par la branche portoricaine du **Conseil des entrepreneurs d'Amérique latine**, dont le président, Efrén Pagán, est également le [fondateur et le président de l'entreprise de relations publiques Arco Publicidad](#).

Jamaïque: L'autorité des aéroports de Jamaïque [a obtenu un prêt](#) de la Banque européenne d'investissement « et bénéficie d'une subvention **actuellement utilisée pour apporter une assistance et des études techniques dans le cadre du projet de privatisation de l'aéroport** ». Une demande de manifestation d'intérêt vis-à-vis de ce projet a été publiée. « Ce contrat devrait s'appliquer de février 2019 à août 2019 ». Dans son récent [rapport de consultation au titre de l'article IV](#), le Fonds monétaire international (FMI) « a recommandé (p73) au gouvernement de privatiser l'aéroport international Norman Manley et de finaliser la concession du terminal à conteneurs de Kingston ». Le FMI précise également (p72) que le « travail réalisé sur les **produits financiers alternatifs** est également en cours **avec le soutien de la Banque mondiale** ».

Mexique : Claudia Sheinbaum, la candidate du parti MORENA qui occupe le poste de Gouverneur de Mexico, déclare que [l'austérité ne rime pas avec la privatisation des services publics](#). Elle a rencontré des dirigeants du syndicat de travailleurs **Unión Nacional de Trabajadores**, de l'organisation **Frente Amplio Social Unitario** et du syndicat de pilotes et aviateurs **Asociación Sindical de Pilotos Aviadores** dans les locaux du syndicat des employés de téléphonie **Sindicato de Telefonistas**, et s'est engagée à « établir une relation constructive avec les travailleurs et les travailleuses de la capitale du pays ».

Mexique : Plusieurs milliers de membres syndicaux se sont réunis pour défendre les droits des travailleurs dans l'ensemble du pays à l'occasion du 1^{er} mai. À Cuernavaca, dans l'État de Morelos, ils ont « [manifesté contre les politiques de privatisation qui ont porté préjudice aux droits du travail](#) ». À Juchitan, dans l'État d'Oaxaca, les membres de plusieurs syndicats du secteur public de la région de l'isthme de Tehuantepec ont défilé pour demander des augmentations de salaire, protester **contre la privatisation des services d'eau dans cet État** et pour le respect des droits des travailleurs et les mesures d'incitation au travail. **Marco Antonio Petlcalco, le Secrétaire général du syndicat des employés de téléphonie**, souhaite une réorientation de la politique économique du pays afin de créer des emplois et de stimuler les salaires, de sortir du plafonnement des salaires et de **mettre fin à la privatisation du système de santé et de sécurité sociale et au détournement des fonds d'épargne**. [Metro Puebla, 2 mai 2018]. Le gouvernement [nie toute privatisation du secteur de la santé](#).

Mexique : [Des compagnies d'assurance privées demandent des partenariats public-privé dans le secteur de la santé](#). Lors de la 28^{ème} **Convention des assureurs, Recaredo Arias, Directeur général de l'association des institutions d'assurances, Mexican Association of Insurance Institutions (AMIS)**, « a déclaré que le système de santé avait besoin d'une réforme qui promeuve l'accès à des soins de santé de qualité, ce qui est nécessaire pour améliorer le niveau de couverture et de protection et réduire les dépenses à la charge des patients. (...) Il ajoute qu'au **Mexique, seulement 24% des dépenses de santé proviennent de fonds publics**, alors que dans d'autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), **elles dépassent les 50%**. Il souligne également le fait que **les frais à la charge des patients s'élèvent à 41,4%, c'est-à-dire le deuxième taux le plus élevé des pays membres** ».

Panama : Le **directeur général du Fonds de sécurité sociale, Alfredo Martiz**, se dit « pieds et poings liés » à son poste et déplore que « ses tentatives d'externaliser certains services qui présentent de considérables arriérés [soient bloquées au motif qu'il s'agirait d'une 'privatisation'](#) ».

Pérou : [Le gouvernement envisage de reprendre en charge les services d'eau privatisés](#). « La municipalité de Tumbes pourrait faire partie d'un projet du gouvernement d'investir 532 millions PEN (160 millions USD) cette année dans le but de **restructurer les compagnies d'eau municipales (EPS) en faillite du pays**, a annoncé le responsable politique Bruce. L'organisme public qui régit l'eau et l'assainissement, l'OTASS, gère déjà une dizaine des 47 EPS en faillite du pays. Tumbes est une importante zone de pêche et d'agriculture, qui compte également des sites d'exploitation de pétrole et de gaz, parmi lesquels la raffinerie de pétrole d'État Petroperu, située à Talara. (...) L'offre publique visant à acquérir une nouvelle concession privée intervient après l'annonce du gouvernement de mener à bien **le projet de l'aéroport Chinchero, qui s'élève à 510 millions USD, sous la forme d'une entreprise d'État après avoir déchiré le contrat précédemment signé avec le concessionnaire Kuntur Wasi** ».

Sainte-Lucie : Une vive controverse a éclaté entre le gouvernement et l'opposition au sujet de l'éventuelle privatisation de l'hôpital Owen King European Union (OKEU). Melanias Alphonse, conseiller en développement, [attire l'attention sur](#) « les retombées politiques résultant du **transfert d'un service créé avec l'argent des contribuables européens à des intérêts privés à but lucratif**. Il n'y a **pas de transparence ni de consultation approfondie avec les praticiens médicaux et les citoyens en ce qui concerne la privatisation**, la santé universelle et le financement. « **Philip J. Pierre**, dirigeant de l'opposition, a dit que le « gouvernement devrait « [engager une consultation significative sur un système de santé universel](#) qui permettra à tous les citoyens du pays d'accéder à des services de santé adaptés et abordables. **Nous mobiliserons tous les citoyens intéressés afin de résister à la privatisation de l'hôpital OKEU et nous avertissons que nous utiliserons tous les moyens légaux à notre portée pour mettre fin à une action si inconsciente** ».

Europe

Allemagne/Royaume-Uni : **Steve Rushton, d'Equal Times**, écrit « Contre la privatisation des services municipaux, les villes d'Europe innovent », comme en témoigne l'exemple britannique, [puissant son inspiration dans le succès remporté par le mouvement de remunicipalisation en Allemagne](#). « L'un des piliers du Community Wealth Building (restructuration des richesses au niveau local) est de faciliter la création de sociétés municipales d'énergie, s'inscrivant dans un processus global d'abandon de l'approvisionnement privé », note Rushton. « **L'Allemagne est à l'avant-garde de l'avancée mondiale vers la remunicipalisation**. L'année dernière, l'Institut transnational a détaillé 835 cas dans lesquels soit les services publics tels que **la gestion des déchets, l'eau ou les transports auparavant privatisés** sous des formes variées (sous-traitance, partenariats public-privé, etc.) étaient **revenus entre les mains du secteur public**, soit les collectivités municipales ou régionales **avaient constitué de nouveaux services publics locaux**. Quelque 347 de ces exemples se situaient en Allemagne, dont 284 dans le secteur énergétique ».

Balkans : Suivi des finances publiques

Le projet, dénommé « [Les OSC, des partenaires égaux pour le suivi des finances publiques](#) » vise explicitement à améliorer la transparence et la responsabilité des politiques et des prises de décisions dans le domaine des finances publiques de la région des Balkans, en renforçant le rôle et l'importance des ONG qui supervisent les résultats des institutions dans ce secteur. Les activités liées au projet sont la recherche et le suivi, la sensibilisation, le renforcement des capacités, le partage de connaissances/pratiques et le travail en réseau dans les domaines suivants : dette publique, partenariats public-privé, équité fiscale et projets d'infrastructures.

[VIDEO: https://www.youtube.com/watch?v=EDxiGDY_KLg]

France : Après 30 jours de grève, la période la plus longue depuis une trentaine d'années, le texte récapitulatif de [la législation du gouvernement sur la réforme des chemins de fer](#) a officiellement été adopté le 14 juin par le Sénat à 245 voix pour et 83 contre. Les réformes modifient le groupe SNCF, composé de l'exploitant ferroviaire SNCF Mobilités et du gérant des infrastructures SNCF Réseau, qui vont passer du statut actuel d'EPIC (établissements publics à caractère industriel et commercial) au statut d'entreprises par actions appartenant à l'État, conférant ainsi à la direction une plus grande responsabilité. Le monopole de la SNCF pour le marché national des voyageurs va progressivement disparaître, pour céder la place à l'ouverture à la concurrence sur les itinéraires principaux à partir de 2020 et à l'appel d'offres pour les contrats d'exploitation au niveau régional à partir de 2023, conformément au quatrième paquet ferroviaire de l'UE. Les personnes embauchées dans le secteur ferroviaire après le 1^{er} janvier 2020 seront soumises aux nouvelles clauses et conditions. Les syndicats du chemin de fer du pays ont décidé de poursuivre leur grève perlée de deux jours tous les cinq jours jusqu'à fin juin, espérant [pouvoir influencer les négociations relatives à la négociation collective](#).

France : Le syndicat britannique de conducteurs de trains, **Associated Society of Locomotive Engineers and Firemen (ASLEF)**, apporte son soutien au syndicat français CGT et [exhorte ses membres à empêcher toute tentative de privatisation du secteur ferroviaire, citant les problèmes qui existent au Royaume-Uni](#). Le Secrétaire général de l'ASLEF, Mick Whelan, déclare : « Je recommande à la France de ne pas faire les mêmes erreurs que la Grande-Bretagne. **La privatisation n'a pas fonctionné ; la privatisation ne fonctionne pas, et la privatisation ne fonctionnera pas. C'était une décision idéologique, pas une décision pratique**, et nous en subissons les conséquences : nous avons les tarifs les plus élevés d'Europe, le plus vieux matériel roulant, et nous assistons à une hémorragie du système qui se chiffre chaque année en **millions d'euros sous la forme de bénéfices et de dividendes pour les entreprises privées** ». Les grèves tournantes en France, prévues jusqu'à fin juin, [ont coûté à la SNCF 100 millions EUR](#) (123 millions USD).

Malte : [Les médecins ont retiré leur demande de mettre fin au processus de privatisation des hôpitaux généraux St Luke's, Karin Grech et Gozo](#). « Martin Balzan, le Président du syndicat de médecins *Medical Association of Malta*, précise que les médecins ont atteint leur but, à savoir garantir que **tous les médecins, présents et futurs, participant à des partenariats public-privé aient toujours des comptes à rendre au responsable médical du gouvernement**. Le syndicat avait pris le sentier de guerre au début de l'année lorsqu'il avait appris que **Vitals Global Healthcare** – l'entreprise qui a obtenu une concession pour gérer trois hôpitaux publics – avait vendu ses parts à une société américaine, **Steward Healthcare**, moins de deux ans après la signature du contrat ».

Royaume-Uni : À l'approche des élections du conseil de Birmingham, [le débat sur la privatisation de la collecte des ordures](#) fait rage. **Les libéraux-démocrates ont proposé que le service des déchets soit divisé en trois parties et privatisé**. Le parti travailliste suggère « **le lancement d'une campagne 'rues propres' en collaboration avec les associations locales** et les écoles pour promouvoir le changement des comportements, en prévoyant en outre une augmentation du nombre d'agents chargés de faire respecter la loi et l'utilisation de la cartographie pour repérer les zones de décharge sauvage » ; les conservateurs veulent « améliorer le service des déchets en le modernisant et en étudiant les services de collecte les plus performants du pays » ; les écologistes disent « **Non à la privatisation des services des déchets**, ce qui ne fera que provoquer une forte baisse des salaires des employés. Nous voulons **sortir du contrat passé avec Veolia qui exige des quotas de déchets à incinérer** ».

Royaume-Uni/Gibraltar : **Plus de 400 employés des autorités de santé de Gibraltar (GHA), avec à leur tête le syndicat Unite**, criaient le slogan « Assez c'est assez » sur les marches de l'hôpital St Bernard's pendant « [un arrêt de travail massif suite à la privatisation en sous-main du GHA](#). Un groupe représentatif de personnels, parmi

lesquels des médecins, des infirmières, des agents d'entretien et du personnel administratif a participé à l'action revendicative contre les problèmes de personnel de longue date du GHA. (...) S'adressant aux travailleurs en espagnol, **Victor Ochello, Responsable régional d'Unite the Union à Gibraltar**, précise que ce qui gêne un gouvernement socialiste, c'est la privatisation du GHA en sous-main. Prenant à son tour le mégaphone, **le responsable d'Unite, Paul Tremayne**, s'est exprimé sous les applaudissements : 'Un salaire égal pour un travail de qualité, pas d'heures minimum, pas de salaire minimum ; donnez aux employeurs des contrats corrects, des emplois corrects, et veillons à ce que les générations futures aient des emplois à plein temps'. En outre, le responsable d'Unite, **Louis Gonzalez**, a répété que l'action revendicative ne concernait pas les travailleurs intérimaires, rappelant qu'il s'agissait d'un 'salaire égal pour un travail égal' ».

Royaume-Uni : [Le projet de constituer une force de police privée par un financement participatif dans les quartiers riches de Londres](#) fait polémique. **Selon le dirigeant du parti travailliste de l'opposition au conseil de Westminster, Adam Hug**, « Le Met [forces de police londoniennes] subit des pressions très fortes en raison des réductions de son financement, et il s'agit clairement d'une tentative d'inciter les entreprises locales à payer un service de sécurité ». Le gouvernement de Theresa May ôte 200 millions GBP aux forces de police d'Angleterre et du pays de Galles. Pour **la travailliste Louise Haigh, Ministre de la Police de l'opposition**, il est « [absolument révoltant que des citoyens fassent appel à des services de sécurité privés pour se sentir en sécurité](#). Voilà l'héritage de la politique d'austérité menée depuis huit ans par Theresa May dans les services de police ».

Royaume-Uni : La recherche du profit [a gagné le système britannique de détention pour migrants](#), provoquant la **perte du contrôle public**. « **Bail for Immigration Detainees (BID)**, une association caritative de conseil juridique et de représentation de migrants détenus, **dépose un recours de droit public contre le gouvernement suite au contrat qu'il a passé avec l'entreprise G4S**. 'Le documentaire [diffusé dans l'émission Panorama de la BBC] confirme les dossiers que nous recevons régulièrement au sujet du traitement indigne infligé aux détenus dans les centres de détention pour migrants', déclare **Celia Clarke, la Directrice de BID** ».

Royaume-Uni : Plus de 60 membres du syndicat Unite, employés par l'entreprise sous-traitante Serco, « ont manifesté pendant la réunion du conseil d'administration de l'hôpital [pour demander à l'hôpital et à ses prestataires de financer une hausse des salaires égale à celle des personnels embauchés directement par le service de santé public NHS](#) ». D'après la responsable régionale d'Unite, Ruth Hydon, « il est injuste que les **employés de Serco soient moins payés que ceux du NHS pour effectuer le même travail**. Il est temps de mettre fin aux salaires de misère des personnels du NHS employés par les prestataires privés. Les employés de Serco devraient obtenir la même augmentation de salaire que leurs collègues pour les aider à faire face au coût élevé du logement et du transport à Londres. Ils demandent la justice salariale ».

Royaume-Uni : ASLEF, le syndicat britannique des conducteurs de train, [accuse le gouvernement de dissimuler le véritable coût des subventions octroyées aux opérateurs privés du système ferroviaire](#). Le gouvernement va cesser de fournir des statistiques sur les subventions. **Le Secrétaire général d'ASLEF, Mick Whelan**, pense que les chiffres ont leur importance pour **montrer le « monde complètement fou » des chemins de fer privatisés**. Il ajoute : « Aujourd'hui, les chiffres repartent peu à peu dans l'obscurité. C'est injuste pour les contribuables, injuste pour les passagers et injuste pour ceux d'entre nous qui travaillent dans les chemins de fer. **Qu'est-ce que le gouvernement et les compagnies ferroviaires privatisées peuvent bien avoir à cacher ?** »

Royaume-Uni : Un nouveau document publié par des chercheurs du PSIRU, Helen Mercer et Dexter Whitfield, intitulé « [Nationalising Special Purpose Vehicles to end PFI: A discussion of the costs and benefits](#) » (Nationaliser les entités à vocation spécifique pour en finir avec les initiatives de financement privé : Une discussion sur les coûts et les avantages) donne un aperçu initial des coûts liés à la proposition de mettre fin aux initiatives de financement privé au Royaume-Uni, en passant par la nationalisation de ces entités à vocation spécifique. L'article

fait appel à la valeur comparable pour estimer le coût destiné à rétribuer les actionnaires des entités à vocation spécifiques selon la base de données du ministère de l'Économie et des Finances : entre 2,3 milliards et 2,5 milliards GBP. Le document analyse également les économies que pourraient réaliser les autorités publiques. Il propose que les contrats de service soient renégociés afin que les autorités publiques traitent directement avec les fournisseurs, et non par l'intermédiaire des entités à vocation spécifique. Cela garantirait des économies considérables grâce à l'élimination des bénéfices d'exploitation, à hauteur de 1,4 milliards GBP, ce qui signifie que la nationalisation serait amortie en deux ans. Par ailleurs, l'article indique qu'il est souhaitable d'honorer l'encours des dettes dans son intégralité mais aussi de garantir le refinancement substantiel par le biais d'un nouvel organe auquel la propriété des entités à vocation spécifique sera confiée.

Enfin, il est suggéré dans l'article que les autorités publiques, à mesure que les contrats de service prennent fin – que ce soit par une clause de résiliation ou pour d'autres raisons –, doivent fournir des ressources « en interne » en mettant un terme à l'externalisation et en apportant des sommes économisées issues de ressources plus rationnelles et intégrées. Cette approche a été définie suite à d'importantes recherches sur le mode de fonctionnement des initiatives de financement privé et sur les différentes solutions alternatives au problème des initiatives de financement privé qui ont été proposées jusqu'à présent. Ces questions sont également expliquées et développées dans l'article.

Portugal : Tandis que les actionnaires de l'entreprise chinoise China Three Gorges [lançaient une offre publique d'achat sur l'entreprise d'électricité portugaise EDP](#), **l'ancien président du gouvernement régional de Madère, Alberto João Jardim**, a dit que le secteur de l'énergie « **n'aurait jamais dû quitter le giron de l'État** ».

Slovénie : Le parti de gauche [s'engage à lutter contre la privatisation](#). « Lors d'un congrès récent, le parti a annoncé qu'il resterait fidèle à ses priorités de base, à savoir la réduction de la pauvreté, la réaffectation des dépenses militaires au développement, à la science et à l'éducation, **l'arrêt de la privatisation, l'amélioration des droits du travail** et la garantie d'un logement abordable ».

[L'Internationale des services publics \(ISP\)](#) est une fédération syndicale internationale représentant 20 millions de femmes et d'hommes qui travaillent dans les services publics de 150 pays à travers le monde. L'ISP défend les droits humains et la justice sociale et promeut l'accès universel à des services publics de qualité. L'ISP travaille avec les Nations Unies et en partenariat avec des organisations syndicales et de la société civile et d'autres organisations.